

L'Anarcho-syndicaliste

N°229 – Le numéro : 2 € ttc

juin 2022

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ... » Fernand Pelloutier – Lettre aux Anarchistes.

Et ensuite ...

Le Congrès Confédéral de la CGT-FO a été le théâtre d'un appel à « *faire le ménage dans notre confédération* » (dixit Eric Keller de la Fédération de la Métallurgie). Nous avons annoncé le scénario: Il y a bien eu un seul candidat présenté au C.C.N.

Notre journal est l'expression libre de camarades syndicalistes. La singularité de chacun s'exprime librement et n'a pas pour objectif de plaire ou de déplaire mais de provoquer des réflexions et des réactions.

Nous ne sommes pas un parti politique, nous n'avons aucun projet de prise de pouvoir.

Nous n'avons ni de ligne, ni de pensée unique à vendre ou à imposer.

Nous avons des principes : Liberté, Indépendance ; des valeurs : Fraternité, Camaraderie.

Nous combattons le capitalisme et l'exploitation économique et politique des salariés.

C'est notre réflexion et notre analyse de la situation qui nous ont conduit à soutenir le camarade Frédéric Vuillaume dans sa volonté de se porter candidat pour maintenir et amplifier au sein de Force-Ouvrière, le syndicalisme libre et indépendant, le syndicalisme d'action directe, le syndicalisme de la Charte d'Amiens.

La candidature de Frédéric Vuillaume avait le soutien de quelques Unions Départementales, mais ces U.D. ont renoncé suite aux injonctions du bureau confédéral ou de fédérations.

Malgré tout, Frédéric a décidé de maintenir sa candidature, de faire une déclaration* en ce sens et de marquer le terrain de la lutte de classe lors de son intervention au Congrès ; pour que les militants, les secrétaires de syndicat, les représentants mandatés sachent qu'il y a encore des militants libres et indépendants pour s'engager en dehors des coteries, des prés-carrés, des chapelles ou des prébendes, et cela en dehors des partis politiques.

Comme il existe un grand nombre de militants opposés au syndicalisme d'accompagnement et de collaboration, lié à la doctrine sociale de l'église et qui reste en dehors des relations de pouvoirs patronaux et gouvernementaux, nous avons persisté et continué à soutenir la candidature de Frédéric Vuillaume.

Aujourd'hui, la messe est dite, ce Congrès, théâtre d'une succession de pantalonades et de canulars, est clos.

La question que nous posons : « quel est l'avenir pour cet attelage ? ».

Mais est-ce là le plus important ?

N'est-ce pas plutôt : « comment allons-nous organiser la lutte de classe avec un tel attelage composé de bouffons ressemblant plus à une gueuse qui nous tire par le fond ?

L'AS 229 est composé d'articles dont certains ont précédé le Congrès confédéral, ils ont été transmis en dématérialisé. D'autres font suite au Congrès. Nous les rassemblons tous dans ce même numéro 229.

Nous avons également édité dans ce numéro l'intégralité de l'intervention de Frédéric Vuillaume à la tribune du Congrès confédéral à Rouen où il a été pressé d'interrompre et hué dès qu'il a prononcé les mots de : Mailly, Pavageau, audit, mots devenus tabous dans notre organisation. Ainsi, au lieu de se soumettre au « quand-dira-t-on », certains pourront, si il le désire, se faire une opinion sur les écrits et les actes.

Nous sommes attachés à la diffusion « papier ». Ainsi, nous avons la volonté d'échapper à l'emprise de l'actualité à tout crin !

Que les militants qui partagent notre vision du syndicalisme, se rapprochent de notre groupe, qu'ils s'abonnent à notre journal. Nous les encourageons à partager nos réflexions et analyses au travers de l'écriture, de leurs articles, dans notre revue.

Le combat continue.

*Sa lettre de candidature et son intervention au XXV^{ième} Congrès Force-Ouvrière à Rouen sont jointes dans ce journal.

Marc Hébert
28 juin

La révolution césarienne, l'arlésienne des clercs qui aliène les peuples

À une semaine du congrès confédéral, nous sommes très nombreux à être très inquiets sur l'organisation de ce congrès qui ressemble à une parodie de syndicalisme, semblable au syndicalisme totalitaire vertical de l'Union Soviétique, la Chine, le Portugal de Salazar et l'Espagne de Franco ...

Et si mes mots pèsent lourd, je me souviens les avoir entendus à une époque pas très lointaine à des conférences internationalistes avec les partisans d'un parti ouvrier indépendant, Barcelone, Tarragone ... qui qualifiaient ainsi la Troïka et les syndicats asservis en Grèce, en Espagne...

Aujourd'hui, ceux là même s'associent ouvertement avec une fraction historique de FO (les métaux) qui pratique le syndicalisme de collaboration de classe selon la doctrine sociale de l'Église lors de son engagement dans le mouvement social, le 15 mai 1891, par l'encyclique Rerum Novarum de Léon XIII.

La loi de 2008 est une conséquence de cette doctrine, le mouvement syndical, selon elle, doit être contenu pour éviter les conflits liés au syndicalisme d'action directe, pour le museler par des syndicats de collaboration.

L'aggravation de la situation à laquelle nous sommes confrontés est directement liée à la modification fondamentale apportée par la loi sur

la représentativité et le financement des organisations syndicales de 2008. Cette loi permet en effet d'avoir des structures syndicales financées principalement par l'État et le Patronat sur la base des élections professionnelles. La machine à cash est engagée, il devient beaucoup plus intéressant pour les bureaucrates qui tiennent le pouvoir syndical, y compris à FO, de faire de la « com » et obtenir des voix dans des entreprises sans adhérents, sans se soucier de créer des sections syndicales et donc sans militants. Les Unions Départementales deviennent des structures subsidiaires, agences locales et ce sont les fédérations avec leurs annexes régionales et départementales qui détiennent le pouvoir en gérant directement les syndicats de la profession. Ces structures départementales, régionales, nationales possèdent les identifiants et mots de passe pour commander, gérer les cartes et les timbres mais aussi préparer les mandats pour le congrès et les distribuer à qui ils veulent.

Aujourd'hui le bourrage des urnes au congrès ne se fait plus dans les chaussettes mais par le système de e-fo, c'est l'ère de l'escroquerie du vote électronique genre syndicalisme démocratique.

Ce rappel pour mettre en place le décor dans lequel les congressistes vont se retrouver et quand je dis congressistes, il faut faire la différence entre les vrais secrétaires de syndicats

dûment mandatés et les porteurs de mandats, simples salariés mis en stage syndical, pour participer au congrès et à qui l'on aura remis les mandats extirpés par les structures nationales et locales ou régionales en utilisant les identifiants et codes.

Difficile dans ce cas de vérifier la hauteur de la fraude électorale. Il serait, comme nous l'avions expliqué dans un numéro précédent, nécessaire que les votes des syndicats sur les rapports d'activité et de trésorerie soient nominatifs, avec nom, prénom, fonction syndicale, nom de la fédération, nombre de voix et qu'ils soient publiés dans un journal « spécial Congrès » comme cela se fait dans toutes les élections d'assemblées démocratiques par mandat.

De plus, le CCN, structure élective du Secrétaire Général, de la CE et du bureau confédéral devrait se tenir dans le Congrès en séance plénière afin que les congressistes puissent suivre les débats et les échanges et que les résultats des votes soient également publiés nominativement.

Ceci n'est que l'application des règles statutaires car le vote syndical au congrès n'est pas un vote secret mais un vote par mandat. FO est une organisation syndicale particulière au niveau mondial, car elle affirme que « *le syndicalisme est révolutionnaire en soi* » et pour cela il doit être libre et indépendant (Charte d'Amiens) (ce qui le différencie du « Labor Party »)

C'est la marque des créateurs de FO libertaires, anarcho-syndicalistes contre les syndicats politiques communistes, troskystes, socialistes, catholiques, ... etc.

Le syndicat FO est un syndicalisme d'action directe de lutte de classes.

Ces termes peuvent paraître ringards, dépassés, obsolètes, que dis-je, désuets ... car comme l'écrivait Albert Camus, militant FO de la première heure, dans son livre : « *L'homme révolté* » « *Pensée de midi* » en posant la question qui est toujours d'actualité : le syndicalisme révolutionnaire est-il efficace ?

Ces quelques extraits que vous trouverez en fin de journal, vous permettront de comprendre la position qui fut celle des fondateurs de FO dont l'équipe actuelle se fout comme de l'an 40.

Voici le lien du texte de camus sur Google
http://palimpsestes.fr/textes_divers/c/camus/pensee-de-midi.html

Pour conclure, si l'on peut conclure, la meilleure façon de mettre la révolte au cœur du Congrès, la plus sage, la plus salvatrice serait d'imposer un audit des comptes de la confédération par des cabinets extérieurs et indépendants choisis par une commission ad hoc.

Et surtout éviter toute officine du Medef.

Volonté, Courage, Persévérance, l'heure n'est pas à la résignation ! il faut exiger et obtenir la levée de l'Omerta et voter contre les rapports d'activité et de trésorerie.

Marc Hébert
le 25 mai

Liberté et Indépendance

Quelques réflexions en cette période de pré-congrès FO, XXV^{ème} congrès où le passage de témoin au plus haut niveau de l'organisation pourrait se révéler attentatoire aux deux principes ci-dessus ... **Par le Père Manant**

« (...) Les possesseurs de la société ont soudain découvert que tout y est à changer sans délai, l'enseignement comme l'urbanisme, la manière dont est vécu le travail (...) Ils font seulement observer qu'ils sont plus qualifiés que les révolutionnaires pour entreprendre un bouleversement qui exige tant d'expérience et de si grands moyens, que justement ils détiennent et dont ils ont l'habitude. Voilà donc, le cœur sur la main, les ordinateurs qui prennent l'engagement de programmer le qualitatif, et les managers de la pollution qui se

donnent pour première tâche de conduire la lutte contre leur propre pollution. Mais le capitalisme moderne se présentait déjà antérieurement, face aux échecs anciens de la révolution, comme un réformisme qui avait réussi. (...) Il se flattait d'avoir fait cette liberté et ce bonheur de la marchandise. Il devait un jour achever de délivrer ses esclaves salariés (...) Il promet aujourd'hui de les délivrer, en plus, de tous les périls et déplaisirs nouveaux qu'il est précisément en train de produire massivement (...)» (La véritable scission dans l'internationale, circulaire publique de l'I.S. Paris 1972)

Liberté et indépendance ! Étroitement liées à l'existence-même de la CGT FO depuis sa création, ces deux affirmations majeures, incontournables, revendiquées avec détermination, voire avec véhémence de bas en haut de la pyramide Force-Ouvrière, découlent, de fait, de ce qui est écrit dans la Charte d'Amiens le « sine qua non » de Force-Ouvrière, ce sans quoi la CGT FO n'existerait pas.

Réformiste sur le terrain de la lutte des classes ! On ne peut mieux résumer ce que devrait toujours être l'attitude de la CGT FO à l'égard tant du patronat que de l'État, dans les négociations comme dans les réunions de travail dites de concertation, avec l'un comme avec l'autre.

Encore faut-il vouloir s'en donner les moyens.

La Charte d'Amiens ne dit pas autre chose, l'un n'allant pas sans l'autre : comment imaginer qu'on arrive à améliorer notre quotidien de producteurs de richesse sans avoir en tête le rêve d'une vie meilleure qui, dans ce monde du profit que nous subissons, se résume aux seules consommations de journées non-travaillées appelées « week-end », « ponts » et autres congés payés appelés « vacances » ?

L'autre conception du travail aliéné (là encore, en plus de produire une richesse qui nous échappe par aliénation dans le travail), c'est la privation de notre temps libre – l'aliénation par le travail, dont il est question (d'où des revendications et luttes, par ex. pour « pointer » dès l'entrée sur le lieu de travail et non pas lorsqu'on est prêt, en tenue, à disposition de l'employeur), et c'est la conception-credo de la

CFDT, de la CFTC avant scission, mais aussi de la CFE-CGC et d'autres encore, qui se résume dans une conception chrétienne du travail : Il y a des riches et des pauvres, c'est ainsi, c'est la vie que dieu a voulu, nous sommes tous dans le même bateau, chacun à sa place a son rôle et son importance... donc unissons nos forces au niveau où l'on se trouve pour faire avancer le bateau, travaillons dur et nous connaissons le bonheur dans un autre monde.

Ainsi, ne soit-il pas ! Si la messe a été dite pendant plus de deux mille ans dans des conditions innommables de servage dont nous ne voulons plus, laissant hélas des traces indélébiles de conditionnement à la société de classes, il n'en reste pas moins vrai qu'en ces temps de ~~grosse casse sociale~~ modernisme réformateur, le plus grand nombre a encore du souci à se faire. C'était également dans les intentions de Pétain de moderniser l'État Français par des réformes collaborationnistes (...en tous genres!), largement inspirées par un Emmanuel Mounier (1905-1950), penseur catholique français et référence pour la CFDT!

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter que notre confédération qui se dit libre et indépendante, se croit obligée d'accepter les séances de concertation que fait le Medef **sur ses projets à lui, sans contre-projets à nous !**

Certes, il s'agit de bons rapports pour entretenir un paritarisme désormais entièrement à la main du grand patronat (l'exact contraire du paritarisme d'après-guerre !), il n'en reste pas moins vrai qu'accepter de discuter de la vision sociétale des patrons, c'est in fine aller « à Canossa » *!

« Que chacun soit soumis aux autorités supérieures... En se dressant contre l'autorité, on est contre l'ordre des choses établi par Dieu » (Évangile selon St Paul – in Laïcité & Pensée libre n°14)

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter, à minima, qu'au nom d'une bienséance de bon aloi entre « personnes amenées à se fréquenter, à échanger leurs points de vue... », entre citoyens du même siècle ! le respect de l'adversaire se transforme en « courtisanisme mondain ». À trop fréquenter les riches, on oublie le mandat qu'on est censé porter et les (bonnes) résolutions censées nous protéger en

nous fixant notre ligne de conduite entre deux congrès.

«Le capital est une force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force de travail. Le contrat entre le capital et le travail ne peut donc jamais être conclu en termes équitables. Pas même équitables au sens d'une société qui place dans des situations opposées, d'un côté la propriété des moyens matériels de la vie et du travail, de l'autre les énergies productives vitales. La seule puissance sociale des ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est cependant brisée par la division. (...) L'objet immédiat des syndicats était donc limité aux nécessités quotidiennes, à des mesures appropriées pour mettre en échec les empiètements continuels du capital, en un mot aux questions de salaires et de durée du travail » (A.I.T, instructions du conseil général provisoire sur les syndicats -Août 1866)

Serions-nous sur le point d'en revenir à grands pas à ce que constataient et analysaient les penseurs ouvriers de la fin du XIX^{ème} siècle ? Déjà le quotidien des militants-conseiller du salarié révèle des salariés et des patrons sans aucune connaissance du droit du travail, les seconds virant les premiers parce qu'ils l'ont simplement décidé, Eux !!!

Que l'on se rassure, grâce au dialogue social, le tableau n'est pas si noir... la preuve par l'AGFPN (Association de gestion du fonds paritaire national) !

Qu'est-ce que l'AGFPN ? C'est le fonds pour **le financement du dialogue social**. Créé par la loi n° 2014.288 du 5 mars.2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi **et la démocratie sociale** afin de contribuer au financement des organisations syndicales de salariés **et** les organisations professionnelles d'employeurs pour leurs activités concourant au

développement et **à l'exercice des missions d'intérêt général.**

- Et dire que je croyais que le dialogue social, c'était le monologue de l'employeur qui nous invite juste à l'écouter, voire subsidiairement à choisir la couleur du papier-peint ?
Quelle andouille je fais !
- Tu l'as dit, bouffi ! Allez, circulez, y'a rien à voir !

**Aller à Canossa : Se soumettre à une humiliation inévitable, faire pénitence ou s'humilier.*

ABONNEMENT:

Abonnement pour 20 n°: 40 € TTC.
Abonnement de soutien: 50 € TTC au moins.
FORMULAIRE SUR: <https://anarcho-syndicalisme.org/>

PAR COURRIER ET CHÈQUE:

adressé à:

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

libellé à l'ordre de:

ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP: 9998 28B Nantes.

PAR COURRIEL ET VIREMENT BANCAIRE:

adressé à:

contact@anarcho-syndicalisme.org

virement à destination de:

FR 74 2004 1010 1109 9982 8D03 218

Où il est question de la « démocratie » syndicale

Aujourd'hui, nous avons deux candidatures, officielles, au Secrétariat Général de la Confédération Générale du Travail Force-Ouvrière, Frédéric Souillot qui est déjà au bureau confédéral et présenté comme le successeur d'Yves Veyrier. Le deuxième, Christian Grolier, actuel Secrétaire Général de l'UIAFP FO, l'Union inter-fédérale des agents de la fonction publique FO.

J'oubliais, nous en avons eu une en octobre 2021 au Congrès de la Fédération des Transport et de la Logistique, une candidature fugace, annoncée par Éric Le Courtois sur le réseau social de Facebook, validée post-mortem par la Commission Exécutive de ce département. Une vraie comète, il l'a retirée très rapidement, pour des raisons qui lui sont personnelles, mais elle a été réellement porteuse d'espoir.

La troisième candidature, c'est celle de Frédéric Vuillaume envoyée à toutes les UD et fédérations, le 26 avril 2022.

Vous vous souvenez peut-être, pour ceux qui étaient présents au Congrès confédéral de Lille, en avril 2017, de la prise de parole spontanée de Frédéric Vuillaume, un soir, debout sur une table ou sur l'estrade. Le « commissaire politique » de Force-Ouvrière à l'époque, Michèle Biaggi, lui avait refusé d'intervenir sous prétexte qu'il avait 10 minutes de retard dans la déposition de sa demande de prise de parole. Ce retard provenait des mouvements de grève des cheminots. Notre camarade, en toute urgence, avait dû organiser son voyage entre Besançon et Lille avec Blablacar.

Sachant que le Secrétaire Général de l'UD FO 22, était proche de René Michoulier, ancien Secrétaire Général de l'UD FO du Doubs, il s'était tout naturellement rapproché de cette Union Départementale, afin, dans un premier temps, de nous demander de porter son mandat. J'ai été sollicitée pour le faire, mais je tenais à garder le contenu de mon intervention sur la « hiérarchie syndicale » et celle de Frédéric était fort longue !

J'ai seulement ajouté un Post-scriptum pour interpeler les membres du bureau confédéral sur l'irrespect total d'un camarade « victime » d'un mouvement de grève légitime des cheminots de la région de Franche-Comté. En fait, avec le recul, cela corroborait le thème sur la caste de la hiérarchie syndicale à Force-Ouvrière.

Ce Congrès, malgré le spectacle misérable qui nous a été imposé, ce Congrès nous apportait l'espoir que notre organisation syndicale sortait des ornières et de la boue. En octobre de cette même année, nous déchantions, notre confédération prenant des teintes orangées de plus en plus prononcées.

Ces évènements tissent des liens, et nous avons maintenu le contact avec Frédéric Vuillaume. C'est un individu, à le côtoyer, qui ne laisse pas indifférent. C'est un syndicaliste imprégné par la Charte d'Amiens, pétri de lutte de classe, aucune injustice ne le laisse indifférent. Il est de tous les combats syndicaux et le samedi il rejoint les Gilets-jaunes de sa région, les encourageant à s'organiser en syndicats, à Force-Ouvrière, bien sûr. Il le paie cher, mais il reste fidèle à ces valeurs qui sont également les nôtres.

Après 7 gardes à vue en 2 ans pour avoir participé à des manifestations, il est poursuivi en décembre 2020 pour participation à une manifestation contre la proposition de loi "sécurité globale". Il est relaxé en mai 2021. la commission exécutive de la confédération Force-Ouvrière l'a totalement ignoré: pas un communiqué sur un militant FO harcelé par les autorités judiciaires. Il a été soutenu par ses amis et ses camarades les plus proches mais également par Amnesty International qui l'a défendu et lui a porté une grande aide dans ce combat pour la liberté de manifester qu'il a gagné.

<https://www.amnesty.fr/personnes/frederic-vuillaume>

Voilà une candidature qui aurait donné du panache à notre confédération Force-Ouvrière.

Certes, il est difficile d'imaginer Frédéric Vuillaume, sous les dorures de l'Élysée ou dans les bureaux feutrés du Medef en train de « dealer » la perte des acquis sociaux des ouvriers, tels la décote à 64 ans, le télé-travail, le Ségur, etc, ...

Ben oui, nous aurions eu un vrai militant pour SG confédéral qui aurait porté le mandat de tous les syndicats, négociant pour le bien-être et le respect de tous les travailleurs, ... je m'égare !

Y'a pas à dire, le camarade fait tâche, son mégaphone à la main, parmi la caste de la hiérarchie syndicale. Il n'est pas assez patelin, il manque d'onctuosité, ... il n'est pas de ce côté-là du pouvoir !

Qui a porté la candidature de Frédéric Vuillaume au poste de SG confédéral au Congrès

confédéral de Rouen qui se déroule en mai/juin 2022 ?

Aucune Union Départementale, aucune Fédération.

Pourtant elles seraient rentrées dans l'histoire du syndicalisme par la grande porte !

Celles qui s'étaient proposées ont dû renoncer sous les injonctions menaçantes d'un ou des membres du bureau confédéral. Ou bien s'agit-il, aussi, de marchandages financiers ?

Les autres ont courageusement pratiqué la « politique de l'autruche », vous voyez ? La tête enfouie dans le sable et le cul en l'air !

Nous en déduisons que cela s'appelle la « démocratie syndicale », une minorité qui tente d'écraser une majorité sans pouvoir.

Mais ça ne peut pas durer, et nous sommes plus nombreux, plus déterminés car nous, nous n'avons rien à perdre et tant à gagner !

Christine, le 23 mai

Lettre de candidature de Frédéric Vuillaume

Lettre envoyée à tous les secrétaires d'UD, de fédérations et aux membres de la Commission Exécutive confédérale.

Dijon, 26 avril 2022

Chères et chers camarades,

Je suis un militant de base, Secrétaire Général du syndicat Force-Ouvrière Conseil régional Franche-Comté Bourgogne. Je me mets à disposition de l'organisation syndicale Force-Ouvrière pour présenter ma candidature au poste de Secrétaire général, au terme du prochain congrès confédéral, convoqué du 30 mai au 3 juin prochain, à Rouen, et du comité confédéral national qui procédera à l'élection.

Syndiqué à Force-Ouvrière depuis plus de 20 ans, je me nomme Frédéric Vuillaume. Attaché aux valeurs de liberté et d'indépendance, je l'ai souvent montré. Ainsi le 5 décembre 2020 j'ai participé à une manifestation contre la

proposition de loi "sécurité globale", loi qui bafoue les libertés fondamentales. J'ai été arrêté et placé en garde à vue 44 heures ! Alors que j'usais de mon droit de manifester, j'ai été accusé du délit d'«attroupement». J'ai risqué un an de prison et 15.000 euros d'amende. Le 20 mai dernier, j'ai été relaxé. J'ai reçu des milliers de soutiens de militants et j'ai vécu ce qu'est la fraternité de classe.

Si je présente ma candidature, alors qu'il y en a déjà deux et de deux responsables nationaux, c'est que j'ai mal à ma Force-Ouvrière.

J'ai mal pour nous les syndicats de base qui nous crevons la paillasse pour défendre les salariés, nous qui sommes sans cesse sur le terrain pour combattre au jour le jour les mesures liberticides et de casse sociale de ce gouvernement et du patronat, y compris l'accord sur le télétravail, la décote validée à 64 ans ... Sauf que les deux ont été validés par FO et ça, ce n'est pas FORCE-OUVRIÈRE ! C'est indigne de FO !

À la base, dans les entreprises, les militants, les travailleurs refusent que FO, qui a toujours combattu les décotes, ait signé la décote à 64 ans : de quel droit nous obliger, nous, travailleurs, à travailler jusqu'à 64 ans ? Alors que la vraie, l'unique revendication de FO est et a toujours été, y compris par la résolution générale du congrès de 2018 : retraite à 60 ans à taux plein. Il faut être vraiment coupé de la base, ne plus travailler en entreprise depuis longtemps, être devenu un bureaucratique du syndicalisme, pour avoir signé ça, tant c'est mépriser et ignorer tout des travailleurs et de leurs conditions de travail.

Et c'est pourquoi un retour à la base s'impose. C'est pourquoi la candidature d'un militant de base s'impose : je suis agent d'entretien travaillant dans un lycée depuis plus de 20 ans, élu secrétaire de mon syndicat de base. À ce titre je veux être le candidat de la liberté, de l'indépendance, mais aussi du strict respect des résolutions générales des congrès confédéraux. Je suis candidat pour que notre belle organisation Force-Ouvrière retrouve sa crédibilité auprès des salariés, comme porte-étendard des valeurs de la Charte d'Amiens. Ce qui veut dire que je refuse et, nous, militants de base, nous refusons cette co-construction, cette compromission, ces « renoncements forcés », ce « diagnostic partagé » qui nous sont proposés par le gouvernement, comme par le Medef, avec la soumission inconditionnelle de la CFDT. Dans ces conditions, comme ces trois dernières années, Force-Ouvrière ne ressemble plus à la CGT FORCE-OUVRIÈRE !

Je peux, si vous l'acceptez, contribuer avec vous, syndicats de bases, à faire renaître notre belle CGT FORCE-OUVRIÈRE.

- Respectueux dans ses orientations et son action des résolutions générales du congrès confédéral, des statuts et de l'histoire de Force Ouvrière
- Favorable à la mise en place d'un programme revendicatif de classe que Force Ouvrière proposera en préalable dans toutes les négociations nationales, de branches, en entreprises.
- Ce programme, base de l'indépendance, est la garantie qu'ensemble Force-Ouvrière ne pratiquera jamais le « diagnostic partagé » ni les « renoncements forcés » avec le gouvernement comme avec le patronat.
- Force Ouvrière ne sera jamais l'allié compromis du syndicalisme d'accompagnement de la CFDT.

- Dans ce cadre, nous défendrons la retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités de cotisation et contre toutes les décotes, à 62,64 ou 65 ans.

- Dans ce cadre, nous défendrons inconditionnellement la Fonction publique, le statut des fonctionnaires et combattons la gestion à flux tendus de la santé et des services publics. Nous demandons la levée de toutes les sanctions contre les personnels de santé.

- Dans ce cadre, nous combattons les lois antisyndicales de 2008 (sur la « représentativité »), de 2016 (nous revendiquons le rétablissement du principe de faveur) comme les ordonnances Macron.

- En interne à Force-Ouvrière, nous exigerons la mise en place de l'audit, afin de clarifier la situation financière de l'organisation et mettre un terme à l'opacité, et aux pressions et chantages internes à l'appareil. Nous demanderons que tous les acteurs et complices des actes délictueux soient mis face à leurs responsabilités et que toutes les conséquences en soient tirées.

- Notre organisation syndicale doit renouer avec la démocratie Ouvrière et mettre un terme aux tactiques d'appareils et/ou de courants politiques.

- Nous souhaitons que notre organisation redevienne une organisation de camarades qui débattent ensemble, même parfois vivement, mais que nous gardions cette fraternité, cette solidarité, cette camaraderie qui nous permettra de retrouver notre militantisme d'action directe caractère essentiel de notre syndicalisme.

- Nous redonnerons une véritable autonomie aux UD, qui est une constante du syndicalisme confédéré.

- Nous serons, sans compromission avec nos adversaires de classes à la botte des 1% les plus riches, je mettrai toute mon énergie au service des militants et des travailleurs.

Tout ceci pourra se faire dans le cadre d'un débat démocratique, y compris contradictoire, entre syndicats de base, UD et Fédérations pour réinstaurer le syndicalisme confédéré. Des combats prochains nous attendent : la retraite, la Fonction publique... Je m'engage à les conduire, à combattre les lois antisyndicales, à commencer par celle de 2008. Il est temps que FO cesse de faire du « diagnostic partagé », contraire à son mandat. Il est temps que FO redevienne le syndicat de combat au seul service des travailleurs, car tel est son mandat.

Frédéric Vuillaume

Petite leçon pour les syndicats de l'élection présidentielle

Il était une fois l'état-major bureaucratique du Parti socialiste. Il se réunit en conclave, se fichant pas mal des instances du parti comme de ses militants et adhérents. De ce conclave sortit une candidate unique en son genre : Hidalgo.

Il était deux fois, l'état-major bureaucratique du Parti communiste qui décida que demander à sa base qui devait être le candidat, s'il devait y avoir un candidat, il s'en foutait. Tout ça pour choisir Roussel, ami d'enfance il est vrai d'Olivier Marchais, fils de Georges.

Le résultat est frappant. Hidalgo et Roussel ensemble font moins que Lassalle qui s'est contenté d'un tour de France en bus pour sa campagne. Mais le plus remarquable, c'est qu'Hidalgo étant maire de Paris, au moins à Paris elle doit faire mieux que son 1,75% national. Elle doit même faire plus de 5, voire plus de 10. Eh bien, non ! Paris bourgeois a voté directement Macron. Paris encore « populaire », les 13, 18, 19, et 20^e arrondissements, ont directement voté Mélenchon.

Du côté Roussel, on peut se dire que dans les bastions communistes, comme dans le 93, le vote communiste est à plus 10%. Pas du tout, Roussel culmine à 3%, même pas 5 !

Les électeurs communistes ont fait comme les électeurs socialistes du Parti socialiste : ils ont voté Mélenchon directement. Ils ont voté pour un programme et pas pour de la communication idiote, du type « cocorico et communiste » !

Morale de l'histoire pour les syndicats :

On peut choisir en conclave un candidat, l'imposer bureaucratiquement, passer par-dessus les instances, y compris le congrès ! Soit !

Mais personne ne peut contraindre la base, les adhérents, les militants à suivre. Ils préfèrent aller voir ailleurs et l'appareil bureaucratique se retrouve avec ses bureaucrates, inutile et n'intéressant plus personne.

Ça peut arriver à FO, comme à de plus gros poissons qui ont voulu faire les malins, ne voir pas plus loin que leur carrière, trahir le mandat et tout le monde, y compris son propre passé, et ont fini par pourrir de la tête ... C'est une vieille leçon de l'Histoire. Ah ! la tête de Hollande, de Le Foll et que dire de Kostas, alias Cambadélis...

Gérard da Silva 19/05/2022

«LANARCHO-SYNDICALISTE»

Association des Groupes Fernand Pelloutier
Korn an Tan - 640 rt de Lezeret
29810 PLOUMOGUER

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur de publication: Marc HÉBERT
N° SIREN 890 475 460
CPPAP: 1125 P 11527
ISSN: 0398-6829
publicimo : codico 04384049 D.T.P.R N°
029/21/085-AN

Imprimerie spéciale de l'ass. Groupes Fernand
Pelloutier

Dépôt légal: Bibliothèque nationale de France

Sites : <https://anarcho-syndicalisme.org>

Contacts:

contact@anarcho-syndicalisme.org

Saint Sauveur, Mélenchon Jean-Luc

Pour l'analyse de la situation depuis les élections présidentielles, il importe de citer, encore une fois, la banque mondiale américaine JP Morgan qui « réclame l'abrogation des constitutions démocratiques bourgeoises en France, en Espagne et en Grèce... » et ce, « afin d'éviter une révolution sociale dans la période à venir ; ces analyses préviennent qu'il est indispensable que les gouvernements capitalistes, partout en Europe, se préparent aussi vite que possible à mettre en place des formes de régimes totalitaires. ».

Il s'agit là des lignes directrices de la politique de Macron, laquais de Morgan, qui n'a obtenu que 20 % des voix des inscrits au premier tour et qui se trouve, à nouveau réélu...

Grâce à Jean-Luc.

Ce même Mélenchon qui, pour la deuxième fois, fait élire Macron, veut nous faire passer la politique communautaire - qui par ailleurs facilite les lois antidémocratiques en France - pour nous faire oublier l'internationalisme ouvrier selon Marx.

La lutte de classes « à nouveau » fait son irruption au plan mondial. Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Mais Mélenchon ignore la lutte de classes, il est devenu « moderne », en voilà l'illustration :

« C'est pourquoi nous croyons à la méthode du collectif, de l'intelligence collective et de la coordination la plus ferme possible des moyens à mettre en œuvre que nous nommons la planification - vous aussi comme moi. » -

Extrait du discours de JL Mélenchon, député de La France Insoumise, le 1^{er} avril 2020, lors de l'audition du gouvernement d'Edouard Philippe, à l'Assemblée Nationale.

Mélenchon, candidat autoproclamé au poste de premier ministre, est le **supplétif** de Macron et compte mettre en œuvre la politique de la

CFDT (alors que la nature cléricale de la CFDT fait, que depuis des décennies, celle-ci représente le « cheval de Troie » dans le mouvement ouvrier. Ce n'est donc pas étonnant que la CFDT appelle à voter systématiquement Macron) et notamment « la planification » d'une société capitaliste pourrissante, au détriment de la lutte de classes.

En ce qui concerne le secrétaire général de la CGT, Martinez, qui a une peur noire de la lutte de classes, il se limite comme toujours à être le roi des grèves tournantes et des « fêtes » organisées pour dévier la mobilisation de la classe ouvrière.

A la CGTFO, la candidature de Frédéric Vuillaume, militant ouvrier, signifie - quel que soit le résultat des votes au congrès confédéral, début juin - une rupture avec les Grolier et les Souillot, c'est-à-dire rupture avec la politique antisyndicale des bonzes qui consiste à combattre les résolutions de congrès et, notamment, celles du congrès de Lille, en 2018. Cela signifie que cette « rupture » va ouvrir ces portes cadenassées par la bureaucratie pour pouvoir reconstruire les syndicats, instruments de la défense des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière.

Dans ces conditions, Jupiter, déjà écorché par les expressions de la lutte des classes et conscient que les bureaucrates syndicaux, à eux seuls, ne peuvent pas lui garantir d'appliquer sa politique mortifère contre la classe ouvrière, cherche à tout prix de s'approprier Mélenchon et consorts.

Devant cette situation enceinte d'évènements à venir - dont la révolte salvatrice - à laquelle Macron, Mélenchon, Martinez, Grolier-Souillot et tous les appareils politiques n'arriveront pas à faire face, une chose est sûre : les lois antidémocratiques vont pleuvoir.

La lutte de classes va faire naître les conditions nécessaires pour mettre en pièces, les intentions de Morgan-Macron.

Bertrand Kanban
10 mai 2022

Intervention de Frédéric Vuillaume au XXV^{ième} Congrès de Force-Ouvrière

Chers camarades,

Vous avez le salut fraternel du syndicat Force Ouvrière Conseil Régional de Franche-Comté-Bourgogne.

Avant d'intervenir sur le rapport d'activité, Je vais vous parler de la situation de notre syndicat de base.

Après la fusion des régions, la Présidente du Conseil Régional a passé en force son contrat social global qui a nivelé par le bas les conquies sociaux et à imposé les 1607h dans notre collectivité, avant même la mise en place de la loi de la transformation de la fonction publique, faisant perdre de nombreux jours de congés aux agents. Le 9 juillet 2018 nous avons appelé, dès la rentrée scolaire, à la grève illimitée pour protester contre l'application de ce contrat social global. Nous avons manifesté et bloqué chaque jour, plusieurs lycées dans toute la région, Bourgogne-Franche comté, de Besançon à Sens, de Chalon sur Saône à Dôle, perturbant l'inauguration par la Présidente de région du lycée Léon Blum, pour dénoncer les nombreux reculs sociaux imposés par notre collectivité.

Face à la pression, la Présidente de région a lâché quelques miettes. Le 16 novembre 2018, veille du mouvement de révolte des Gilets-jaunes, nous avons appelé à manifester pour dénoncer la politique du gouvernement lors de l'inauguration du Musée des Beaux-arts de Besançon par Macron. Nous avons été réprimés violemment, un policier m'a étranglé avec un tonfa pour m'empêcher de scander des slogans, pour me faire taire et faire taire les revendications. À peine remis de nos émotions, nous avons été gazés puis frappés par le cordon de CRS qui nous empêchait d'approcher Macron.

Cette violence que nous avons subi ce jour-là était les prémices d'une incroyable répression qui s'est mise en place pour faire taire tous ceux qui oseraient s'opposer à la politique du gouvernement, comme ça été le cas pour le mouvement des Gilets-jaunes.

Les Gilets-jaunes, cette marée humaine a envahi les nombreux ronds-point de France malgré le froid. Ils étaient là pour revendiquer une vie meilleure, plus de justice sociale et

dénoncer l'augmentation des prix du carburant qui impactait leurs salaires et les pensions de misère.

Les centrales syndicales ont très rapidement dénigré ce mouvement populaire, ne pouvant que constater leur déconnexion de la réalité de la vie des salariés, des retraités de ce pays.

Nous avons soutenu ce mouvement populaire dès le début et appelé à les rejoindre.

Le pouvoir a tremblé, puis la répression est tombée, les Gilets-jaunes ont été gazés, frappés, mutilés, arrêtés par millier, jugés, emprisonnés.

Face à cette révolte, le gouvernement a été obligé de reculer et de lâcher une prime de pouvoir d'achat.

Cette prime pourtant réservée au privé, notre syndicat l'a revendiquée et obtenue en fin 2018. Le 6 décembre 2018, jour des élections, malgré un taux de participation désastreux de 46,57%, notre syndicat progresse fortement, passant de la 4ème place à la 3ème en CT et de la 4ème place à la 2ème en CAP C, nous avons obtenu un siège en catégorie B mais malheureusement pas d'élus en catégorie A.

Le 13 mars 2019 avec plusieurs camarades de notre syndicat, accompagnés de Gilets-jaunes, nous voulions interpeller le ministre de l'intérieur Christophe Castaner, venu à Besançon pour l'inauguration d'un commissariat dans le quartier de Planoise. Lorsque nous sommes arrivés près du lieu de l'inauguration, un « rideau » de CRS nous a barré la route, pour se faire entendre par les habitants du quartier, nous avons scandé le slogan « CASTANER ASSASSIN », nous avons été interpellés, nous avons passé 24h en garde à vue, nous avons été poursuivis en justice pour avoir outragé le ministre de l'intérieur, condamnés en première instance et en appel à 1500 euros d'amendes et 5 ans de mise à l'épreuve.

Devant cette grave entrave au droit de manifester, j'ai décidé de saisir la cour de cassation qui m'a finalement relaxé le 23 mars 2021.

Nous avons dénoncé et combattu la loi de la transformation de la fonction publique lors de plusieurs manifestations et rassemblements.

Cette loi scélérate, non content de restreindre le droit de grève, de passer le temps de travail à 1607 heures, casse le statut de fonctionnaire en permettant à notre collectivité de transférer des missions comme celles de l'entretien des locaux ou des missions administratives à une entreprise privée et les agents titulaires sont détachés automatiquement en CDI dans cette entreprise, ils garderont une rémunération équivalente mais ils seront soumis aux horaires de celle-ci.

Dès le 5 décembre 2019 nous avons appelé à la grève illimitée pour combattre la réforme de la retraite à points imposé par le gouvernement. Tous les jours nous étions en grève mobilisés sur toutes les actions pour essayer de faire reculer le gouvernement.

La répression a malheureusement de nouveau frappé, j'ai été interpellé et placé en garde à vue 24h, le 17 décembre 2019 et le 9 janvier 2020, puis je suis passé en procès et j'ai été de nouveau relaxé.

Après cette longue bataille, cette réforme n'a pas pu aboutir, le covid est arrivé, nous avons été confinés puis sous état d'urgence et limités dans nos déplacements. Cette pandémie a fortement impacté le développement de notre syndicat en nous empêchant de nous déplacer dans les lycées. Après cette période difficile, nous avons pu enfin reprendre nos réunions d'informations pour faire entendre aux agents notre ligne revendicative et combative issue de la charte d'Amiens.

Nous avons manifesté et combattu avec force la loi sécurité globale que le gouvernement a voulu passer en catimini pendant la crise sanitaire. Cette loi liberticide est une grave atteinte à notre droit fondamental de manifester, malheureusement lors d'une de ces manifestations, se déroulant sur Dijon le 5 décembre 2021, j'ai été arrêté violemment, plaqué au sol, menotté et placé en garde à vue 44 heures !!! Juste pour avoir manifesté pacifiquement en scandant haut et fort des slogans revendicatifs, j'ai été accusé du délit d'attroupement. J'ai risqué un an de prison et 15.000 euros d'amende. Le 20 mai 2021, j'ai été relaxé, Amnesty International France était venue assister à ce procès pour dénoncer cet acharnement judiciaire, ce jour-là j'ai reçu des milliers de soutiens de militants et d'autres personnes, j'ai vécu concrètement la fraternité de classe.

Par contre aucun soutien de la confédération, encore plus grave, Frédéric Souillot a voulu laisser croire, lors d'un CCN, pour me porter

préjudice, que j'étais un individu violent, que j'avais lancé un pétard mortier sur les forces de l'ordre en manifestation, alors que c'est totalement faux. J'ai toujours revendiqué sans violence et c'est pour cette raison que j'ai eu le soutien d'Amnesty international.

Cette dérive autoritaire du gouvernement est très inquiétante et doit nous alerter. Militer, revendiquer, manifester vont devenir de plus en plus difficiles.

Dorénavant pour chaque grève, action syndicale que nous menons, les forces de l'ordre sont présentes en nombre parfois même plus que les manifestants. Le 15 septembre 2021 nous avons combattu, au côté des soignants « suspendus », l'obligation vaccinale et dénoncé le pass vaccinal devant le CHRU de Besançon.

Cet odieux chantage à l'emploi est totalement inacceptable, ces agents ont été privés de salaires, dans l'impossibilité de payer leur loyer, de nourrir leurs enfants. Devant ce désastre humain nous avons mis en place immédiatement une cagnotte pour les soignants et salariés suspendus. Nous avons récolté plus de 9000 euros que nous avons redistribué à ces familles. Nous les avons soutenus à chaque action qu'ils ont mené contrairement à leurs syndicats.

Le 17 décembre 2021, nous avons appelé à la grève et à un rassemblement devant l'assemblée plénière du Conseil Régional, pour revendiquer l'équivalent d'un 13^{ième} mois pour tous les agents sauf les directeurs qui perçoivent un CIA conséquent.

Grâce à nos écrits et à notre présence sur le terrain à manifester, à revendiquer ou à accompagner des agents à la DRH, de plus en plus d'agents nous rejoignent pour mener la lutte.

Maintenant passons au rapport d'activité de notre confédération. Nous avons constaté, tout comme vous, que Mailly a trahi son mandat au moment des ordonnances Macron en refusant de les combattre. Nous avons vu notre organisation syndicale s'éloigner totalement de la charte d'Amiens. Nous avons aussi constaté, lors du congrès de 2018 comment Mailly et sa garde rapprochée empêchaient certains militants de syndicat de base de prendre la parole, comme ça a été le cas pour moi. Nous avons ressenti aussi la colère des syndicats de base qui, par leurs votes, ont sanctionné la trahison de Mailly. Nous avons vu l'espoir renaître avec l'élection de Pascal Pavageau qui lui avait compris et combattu la dérive de

Force-Ouvrière. Il avait ressenti la volonté des syndicats de base à revenir à du syndicalisme de lutte classe, puis coup de théâtre, la politique a repris le dessus, une polémique a contraint Pavageau à démissionner car il avait voulu faire la transparence sur les comptes de Force-Ouvrière, en mettant en place un audit financier.

Puis Veryier est arrivé, il a enterré l'audit et il a aggravé la dérive Cfdétiste de Force-Ouvrière, oubliant les résolutions du Congrès de 2018, allant de trahison en compromission comme ça a été le cas pour la validation de l'accord sur le télétravail, pour la décote à 64 ans, etc, ...

Nous faisons le triste constat que notre démocratie interne est bien malade : le bureau confédéral, la CE confédérale et malheureusement le CCN dans sa grande majorité, ressemblent plus à une direction patronale au service du maître, qu'à une organisation Ouvrière où le débat contradictoire est indispensable. Notre organisation syndicale doit renouer avec la démocratie Ouvrière et mettre un terme aux tactiques d'appareils et/ou de courants politiques qui contribuent à cette dérive bureaucratique totalement éloignée des conditions de travail et des conditions de vie des salariés.

Ces tactiques d'appareil ont bien fonctionné puisque ma candidature pour porter le mandat de Secrétaire Général de la Confédération, a été totalement ignorée, voir même empêchée par le bureau confédéral en mettant la pression sur certaines UD qui voulaient présenter ou soutenir cette candidature émanant de la base. Pourtant l'heure est grave, mes camarades, car Force-Ouvrière ne ressemble plus à notre belle CGT FORCE-OUVRIÈRE, combative et revendicative alors que la mise en place de la réforme des retraites à 64 ans est imminente, que la casse des services publics est toujours plus d'actualité, que la mort de l'hôpital public est programmée, que nos salaires, nos retraites sont au plus bas, que les travailleurs s'hubérisent pour satisfaire les patrons des multinationales, que le gouvernement et le patronat continuent de dépecer les conquies sociaux de la classe Ouvrière.

En tant que militants syndicalistes, nous avons la lourde responsabilité de défendre les intérêts des salariés.

Mais pour que les salariés puissent s'organiser pour combattre toutes ces attaques que subit la classe Ouvrière, nous avons besoin d'une Confédération forte, revendicative, avec des

militants déterminés à défendre l'intérêt des salariés.

Malheureusement aujourd'hui c'est tout le contraire, notre confédération dérive dangereusement dans le syndicalisme d'accompagnement, nos représentants au niveau national se comportent comme des partenaires sociaux.

Nous en avons marre d'entendre les salariés comparer notre syndicat à des partis politiques corrompus.

Marre de voir les corrompus, les bouffes-gamelles gangrener notre belle organisation Ouvrière.

Marre du noyautage de notre organisation syndicale par des apparatchik qui sclérosent nos structures et font partir les plus revendicatifs.

Marre d'entendre notre Confédération demander la clémence au gouvernement pour les chômeurs ou d'entendre Yves Veryier parler de pédagogie pour faire accepter la vaccination obligatoire aux salariés et soignants suspendus alors qu'ils sont privés de salaire.

Marre de ces discussions feutrées dans les salons de la République, alors que la classe Ouvrière est à genoux.

Marre de ces vendeurs de cartes, préoccupés uniquement par leur réélection au lieu de porter les valeurs de la charte d'Amiens.

Marre que ces syndicalistes de salons salissent l'image des militants des syndicats de base que nous sommes, nous qui combattons au jour le jour dans nos entreprises, dans la rue, les mesures liberticides et de casse sociale de ce gouvernement et du patronat.

Nous qui avons comme porte étendard les valeurs de la Chartes d'Amiens, nous qui refusons cette co-construction, cette compromission, cette trahison.

C'est pour toutes ces raisons que nous voterons contre le rapport moral d'activité et financier.

Dès aujourd'hui, nous devons ensemble mettre un terme à la dérive politico-financière de Force-Ouvrière, remettre en place l'audit financier qu'avait commencé Pascal Pavageau, quitter la lutte des places pour revenir à la lutte des classes, construire un véritable rapport de force qui nous sortirait du pseudo dialogue social dans lequel nous nous sommes tous enfermés et qui nous conduit à établir des

diagnostics partagés, pour enfin faire aboutir nos revendications légitimes, pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

C'est à nous organisation syndicale de combattre dans nos entreprises dans la rue les politiques mortifères des gouvernements et du patronat, nous ne sommes pas un syndicat d'accompagnement, de co-construction, nous ne sommes pas des partenaires sociaux, refusons cette dérive céfdetiste qui mène à notre perte.

Portons haut et fort, avec fierté les valeurs du syndicalisme de lutte des classes issu de la Charte d'Amiens.

Soyons combatifs, revendicatifs et déterminés pour que notre belle organisation Force-Ouvrière retrouve sa crédibilité auprès des salariés, pour qu'ils puissent s'organiser et mettre à bas, par la grève générale, ce système capitaliste triomphant qui détruit nos vies et notre société.

Vive le syndicalisme libre et indépendant de lutte de classe,

Vive la CGT FORCE-OUVRIERE

Un Congrès passe ... un syndicat trépasse

Quel outrage pour les militants, ce XXV^{ième} Congrès confédéral !

Un simulacre de « démocratie » syndicale.

Nous nous limiterons au déroulement de la Résolution Générale.

Le texte soumis aux congressistes le jeudi après-midi est insipide, une suite de bonnes volontés et de vœux pieux, qui se termine sur un encouragement à gagner les élections professionnelles dans les boîtes, ... Représentativité oblige ! Ne pas rater le partage des financements du paritarisme avec les syndicats patronaux !

Quelques expressions comme « métiers en tension » issues du langage patronal montrent une volonté à la cogestion qui sied au gouvernement. Ça sent, déjà, l'entre-soi des « bien-pensants » !

Des camarades s'organisent pour y glisser quelques revendications, du style : « la retraite à 60 ans, à taux plein, dix meilleurs années, 37,5, c'est la bonne température, etc, ... »

Ha, non ! Ce n'est pas possible, faut attendre, si les conditions s'y prêtent, etc, ... Pourtant ce n'est pas utopique, puisque nous l'avons connu dans des temps pas si anciens !

Une chape s'abat sur l'assemblée, un mélange grossier de stalinisme et de béatitude béotienne.

À minuit pétante, circuler, y'a rien à voir, Cendrillon s'affale dans sa citrouille, ... Nous ne sommes pas allés jusqu'à la fin de la résolution ? tant pis, ... On ferme. Re-vote des béats sous le charme du stalinisme retrouvé.

Mais pas de souci, pour ce qui concerne les revendications des militants de l'éducation nationale, un fédéral l'écrira ; et pour le reste, le CCN y pourvoira !

Pas de mots qui pourraient fâcher le patronat, pas de grèves, pas d'exigences, pas de menaces de bloquer le pays, nada ! Mieux qu'à la Cfdt.

Le lendemain, dernier jour du Congrès, les habitués se sont muni de papier vierge pour les amendements, pour ceux qui ont l'expérience, c'est du sport !

À noter que la serviette offerte aux congressistes, contient, outre les bilans confédéraux, des pubs pour les « partenaires » et autres limonadiers, mais point de l'incontournable bloc de papier à entête de la Confédération Générale du Travail Force-Ouvrière ! Le militant actuel n'écrit plus, même pas le numéro de téléphone d'un camarade, une revendication ou un amendement. Tout cela est révolu.

De toute façon, la résolution n'a pas été lue à l'assemblée, aucune des quatre du reste, pas d'amendements, mis à part celui prévu la veille,

autorisé et effectué par le fédéral. Votation des « pour » à main levée, ... décompte à l'aveugle des autres « contre » ou « abstention », à la louche sur les doigts d'une main.

Clôture, apéro à 11h30 après un couplet et deux refrains de l'*Internationale* chantée par une consœur d'Annie Cordy.

C'est torché.

Que personne ne vienne dire que les résolutions votées aux congrès, sont les « fils rouges » des trois ou quatre années à venir, en matière de revendications, car là, va falloir les chercher.

Alors pour contre-carrer, ce simulacre de congrès, que les militants dans les syndicats de boîte écrivent le cahier de revendications, avec des « nous exigeons », et des « nous voulons », sans aucune restrictions.

C'est le rêve d'un monde meilleur sans exploiters, ni exploités, un monde de partage fraternel où nous serons les maîtres des productions qui nous sont réellement nécessaires.

C'est, cette utopie, qui est notre fil rouge !

Caroline, le 29 juin

Extraits Albert CAMUS : **L'homme révolté « Pensée de midi »**

« Quant à savoir si une telle attitude trouve son expression politique dans le monde contemporain, il est facile d'évoquer, et ceci n'est qu'un exemple, ce qu'on appelle traditionnellement le syndicalisme révolutionnaire. Ce syndicalisme même n'est-il pas inefficace ? La réponse est simple : c'est lui qui, en un siècle, a prodigieusement amélioré la condition ouvrière depuis la journée de seize heures jusqu'à la semaine de quarante heures. L'Empire idéologique, lui, a fait revenir le socialisme en arrière et détruit la plupart des conquêtes du syndicalisme. C'est que le syndicalisme partait de la base concrète, la profession, qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique, la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie, tandis que la révolution césarienne part de la doctrine et y fait entrer de force le réel. Le syndicalisme, comme la commune, est la négation au profit du réel, du centralisme bureaucratique et abstrait [1]. La révolution du XXe siècle, au contraire, prétend s'appuyer sur l'économie, mais elle est d'abord une politique et une idéologie. Elle ne peut, par fonction, éviter la terreur et la violence faite au réel. Malgré ses prétentions, elle part de l'absolu pour modeler la réalité. La révolte, inversement, s'appuie sur le réel pour s'acheminer dans un combat perpétuel vers la vérité.

La première tente de s'accomplir de haut en bas, la seconde de bas en haut. Loin d'être un romantisme, la révolte, au contraire, prend le parti du vrai réalisme. Si elle veut une révolution, elle la veut en faveur de la vie, non contre elle. C'est pourquoi elle s'appuie d'abord sur les réalités les plus concrètes, la profession, le village, où transparaissent l'être, le cœur vivant des choses et des hommes. La politique, pour elle, doit se soumettre à ces vérités. Pour finir, lorsqu'elle fait avancer l'histoire et soulage la douleur des hommes, elle le fait sans terreur, sinon sans violence, et dans les conditions politiques les plus différentes [2] »

« Le jour, précisément, où la révolution césarienne a triomphé de l'esprit syndicaliste et libertaire la pensée révolutionnaire a perdu, en elle-même, un contrepoids dont elle ne peut, sans déchoir, se priver. Ce contrepoids, cet esprit qui mesure la vie, est celui-là même qui anime la longue tradition de ce qu'on peut appeler la pensée solaire et où, depuis les Grecs, la nature a toujours été équilibrée au devenir. L'histoire de la première Internationale où le socialisme allemand lutte sans arrêt contre la pensée libertaire des Français, des Espagnols et des Italiens, est l'histoire des luttes entre l'idéologie allemande et l'esprit méditerranéen [3]. La commune contre l'État, la société concrète contre la société

absolutiste, la liberté réfléchie contre la tyrannie rationnelle, l'individualisme altruiste enfin contre la colonisation des masses, sont alors les antinomies qui traduisent, une fois de plus, la longue confrontation entre la mesure et la démesure qui anime l'histoire de l'Occident, depuis le monde antique. »

« Mais l'absolutisme historique, malgré ses triomphes, n'a jamais cessé de se heurter à une exigence invincible de la nature humaine dont la Méditerranée, où l'intelligence est sœur de la dure lumière, garde le secret. Les pensées révoltées, celles de la Commune ou du syndicalisme révolutionnaire, n'ont cessé de crier cette exigence à la face du nihilisme bourgeois comme à celle du socialisme césarien. La pensée autoritaire, à la faveur de trois guerres et grâce à la destruction physique d'une élite de révoltés, a submergé cette tradition libertaire. Mais cette pauvre victoire est provisoire, le combat dure toujours. L'Europe n'a jamais été que dans cette lutte entre midi et minuit. Elle ne s'est dégradée qu'en désertant cette lutte, en éclipsant le jour par la nuit. La destruction de cet équilibre donne aujourd'hui ses plus beaux fruits. Privés de nos médiations, exilés de la beauté naturelle, nous sommes à nouveau dans le monde de l'Ancien Testament, coincés entre des Pharaons cruels et un ciel implacable. Dans la misère commune, la vieille exigence renaît alors ; la nature à nouveau se dresse devant l'histoire. Bien entendu, il ne s'agit pas de rien mépriser, ni d'exalter une civilisation contre une autre, mais de dire simplement qu'il est une pensée dont le monde d'aujourd'hui ne pourra se passer plus longtemps. »

« En 1950, la démesure est un confort, toujours, et une carrière, parfois. La mesure, au contraire,

est une pure tension. Elle sourit sans doute et nos convulsionnaires, voués à de laborieuses apocalypses, l'en méprisent. Mais ce sourire resplendit au sommet d'un interminable effort : il est une force supplémentaire. Ces petits Européens qui nous montrent une face avare, s'ils n'ont plus la force de sourire, pourquoi prétendraient-ils donner leurs convulsions désespérées en exemples de supériorité ? La vraie folie de démesure meurt ou crée sa propre mesure. Elle ne fait pas mourir les autres pour se créer un alibi. Dans le déchirement le plus extrême, elle retrouve sa limite sur laquelle, comme Kaliayev, elle se sacrifie, s'il le faut. La mesure n'est pas le contraire de la révolte. C'est la révolte qui est la mesure, qui l'ordonne, la défend et la recrée à travers l'histoire et ses désordres. L'origine même de cette valeur nous garantit qu'elle ne peut être que déchirée. La mesure, née de la révolte, ne peut se vivre que par la révolte. Elle est un conflit constant, perpétuellement suscité et maîtrisé par l'intelligence. Elle ne triomphe ni de l'impossible ni de l'abîme. Elle s'équilibre à eux. Quoi que nous fassions, la démesure gardera toujours sa place dans le cœur de l'homme, à l'endroit de la solitude. Nous portons tous en nous nos bagnes, nos crimes et nos ravages. Mais notre tâche n'est pas de les déchaîner à travers le monde ; elle est de les combattre en nous-mêmes et dans les autres. La révolte, la séculaire volonté de ne pas subir dont parlait Barrès, aujourd'hui encore, est au principe de ce combat. Mère des formes, source de vraie vie, elle nous tient toujours debout dans le mouvement informe et furieux de l'histoire. »

Voici le lien du texte de Camus sur Google :

http://palimpsestes.fr/textes_divers/c/camus/pensee-de-midi.html

Sommaire

Et ensuite	1
La révolution césarienne, l'arlésienne des clercs qui aliène les peuples.....	2
Liberté et Indépendance.....	3
Où il est question de la « démocratie » syndicale.....	6
Lettre de candidature de Frédéric Vuillaume.....	7
Petite leçon pour les syndicats de l'élection présidentielle.....	9
Saint Sauveur, Mélenchon Jean-Luc.....	10
Intervention de Frédéric Vuillaume au XXV ^{ième} Congrès de Force-Ouvrière.....	11
... Un Congrès passe, un syndicat trépasse.....	14
Extraits Albert CAMUS : <i>L'homme révolté</i> « Pensée de midi ».....	15